

SOLIDARITÉ LGBTQIA+  
CLIMAT LOGEMENT SANTÉ MIGRATION  
ÉDUCATION DÉMOCRATIE ÉCONOMIQUE  
AVENIR AGRICULTURE  
EUROPE  
ÉGALITÉ PACIFISME FAMILLE TRANSPARENCE  
CULTURE DÉMOCRATIE MOBILITÉ ÉNERGIE



**Un autre monde  
est possible**

Programme du parti des Jeunes Vert-e-s Suisse

# Programme du parti

## Jeunes Vert·e·x·s

**Le programme du parti suivant a été adopté lors des Assemblées générales des Jeunes Vert·e·x·s Suisse du 21 septembre à Delémont, du 09 novembre à Schaffhouse et du 18 janvier à Aarau et sert de ligne directrice pour leur action politique.**

Dans ce document, les termes utilisés pour désigner les personnes sont pris au sens générique. Ils ont à la fois valeur d'un féminin et d'un masculin.

# Table des matières

<b>Table des matières</b> .....	<b>3</b>
<b>Préambule</b> .....	<b>5</b>
<b>Environnement</b> .....	<b>6</b>
Politique climatique .....	6
Politique énergétique.....	8
Politique alimentaire .....	9
Politique agricole .....	10
Politique des transports .....	12
Politique de protection et de droits des animaux .....	14
Politique de protection de la nature.....	15
Politique d'aménagement du territoire.....	16
<b>Social</b> .....	<b>17</b>
Politique de formation.....	17
Politique de la santé .....	19
Politique de prévention et de réinsertion sociale.....	20
Politique de sécurité sociale .....	21
Politique de logement.....	22
<b>Société</b> .....	<b>23</b>
Démocratie et État.....	23
Politique du numérique .....	25
Politique des drogues et addictions .....	26
Politique familiale .....	27
Féminisme – Égalité des genres.....	28
Politique d'inclusion des personnes handicapées .....	29
Politique culturelle et liberté d'action .....	30
LGBTQIA+ .....	31
Transparence .....	32

<b>Économie</b> .....	<b>33</b>
Politique du travail .....	33
Revenu de base inconditionnel.....	35
Économie démocratique.....	36
Marchés financiers et politique monétaire .....	38
Politique fiscale.....	39
Transformation écologique de l'économie.....	40
<b>International</b> .....	<b>42</b>
Politique diplomatique et institutions internationales .....	42
Commerce mondial et libre-échange .....	43
Solidarité internationale .....	44
Politique migratoire et d'intégration .....	46
Politique militaire et pacifisme .....	47
Union européenne (UE) .....	48

# Préambule

Les Jeunes Vert·e·x·s sont un mouvement politique composé de jeunes membres qui s'engagent pour un futur écologique et social. Les humains de tous les continents et les générations futures occupent une place centrale. Le parti de jeune des VERT-E-S défend les fondements naturels de la vie ainsi que la cohésion sociale, l'ouverture, la paix et la justice sociale. Les Jeunes Vert·e·x·s prônent une refonte cohérente de l'économie et de la société. L'objectif est l'épanouissement de l'individu, et les libertés personnelles ne doivent être restreintes que lorsqu'elles entravent les droits et libertés d'autres individus ou des générations futures. Les Jeunes Vert·e·x·s remettent en question de manière critique les rapports de force, en particulier entre les sexes, et se mobilisent contre la discrimination, l'exclusion et le racisme. Les Jeunes Vert·e·x·s sont un parti anticapitaliste, pacifiste, défenseur d'une société libérale et de la démocratie directe.

# Environnement

## Politique climatique

La crise climatique est incontestablement un des plus grands dangers et défis de notre temps. Depuis les premières mesures, la température a déjà augmenté d'environ 2.5 °C en Suisse et les fortes précipitations, les étés caniculaires, la fonte des glaciers, les laves torrentielles, les mauvaises récoltes et les feux de forêts sont déjà les causes de problématiques. Les effets d'une catastrophe climatique excessive seraient fatals pour les humains et l'environnement. C'est pourquoi les Jeunes Vert·e·x·s réclament des mesures efficaces et urgentes afin de limiter autant que possible le réchauffement climatique et ainsi protéger l'humanité et l'environnement des conséquences de la crise climatique.

Les Jeunes Vert·e·x·s défendent une politique climatique basée sur des faits et préconisent, conformément aux Accords de Paris sur le Climat, zéro émission de gaz à effet de serre afin de limiter le réchauffement global en-dessous de 1.5 °C. Pour atteindre ce but, elles réclament un changement complet et socialement équilibré dans tous les domaines, en particulier dans les transports, la consommation et l'alimentation.

Les Jeunes Vert·e·x·s revendiquent : (selon le [Plan Climat de 22 mesures](#))

- Une réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 à un niveau pouvant à long terme être éliminé par des puits naturels ou artificiels (bilan carbone neutre)
- Que la Suisse déclare l'urgence climatique nationale (information de la population et priorisation des projets en faveur du climat) et informe de manière compétente la population sur sa signification
- L'introduction en Suisse d'une taxe d'incitation globale sur le CO<sub>2</sub> qui couvre l'ensemble des externalités. Les recettes sont restituées équitablement à la population
- Le remplacement de l'élevage intensif par des formes d'agriculture écologiques et respectueuses des animaux
- Une interdiction de la publicité pour les produits et services particulièrement nuisibles au climat
- Une interdiction progressive des investissements dans les énergies fossiles
- Que le 100% de l'électricité produite et consommée en Suisse provienne d'énergies renouvelables d'ici 2030
- Des centres urbains sans voiture dans toutes les villes suisses
- Une politique d'aménagement du territoire qui favorise les courts trajets, ainsi que les constructions et les installations durables

- L'engagement de la Suisse sur le plan international pour le respect des Accords de Paris sur le Climat

## Politique énergétique

L'approvisionnement actuel de la Suisse en énergies fossiles n'est pas durable et cause d'importants dégâts sur les êtres humains et l'environnement. L'approvisionnement énergétique doit provenir à 100% de sources d'énergie durables et la consommation d'électricité doit être rendue plus efficace. Dans le même temps, des mesures doivent être prises pour accroître l'autosuffisance énergétique. Il est nécessaire de se tourner vers une production d'énergie décentralisée. De plus, les pertes de transport sont minimisées et la dépendance à l'égard de quelques grandes entreprises est réduite. Les réseaux de distribution électrique représentent naturellement un monopole. Ils doivent donc être fournis par une entreprise de droit public au prix de revient. Cela évite les prix excessifs et permet à la population d'exercer une influence.

Les Jeunes Vert·e·x·s revendiquent :

- Le remplacement complet des combustibles fossiles et des centrales nucléaires par des énergies renouvelables telles que les énergies éolienne ou solaire. Le développement de la production d'énergies durable doit se faire dans le respect de la nature et de la biodiversité
- Un remplacement progressif de tous les appareils par des appareils de la plus haute classe d'efficacité énergétique et la rénovation échelonnée des bâtiments pour réduire leur consommation d'énergie
- La mise à disposition des réseaux électriques par une entreprise de droit public
- La suppression des obstacles bureaucratiques lors de la construction d'installations produisant de l'énergie renouvelable, à conditions que ces installations ne soient pas construites au détriment de la protection de la nature
- Une intégration accrue du réseau électrique suisse dans le réseau européen afin de compenser les variations de la production
- Un renoncement aux sources d'énergie qui conduisent à une dépendance envers des États non démocratiques
- Que les biocarburants ne soient pas fabriqués avec des produits agricoles qui entrent en concurrence avec la production de denrées alimentaires



## Politique alimentaire

L'alimentation concerne tous les êtres humains et a des effets considérables sur la santé, l'environnement et les êtres vivants. Aujourd'hui la production alimentaire est à l'origine d'un quart des émissions de gaz à effet de serre responsables du réchauffement climatique. La consommation excessive de denrées d'origine animale est en grande partie responsable de la déforestation mondiale des forêts tropicales, le moteur principal de la propagation des zones mortes dans les océans et la cause principale de la perte de la biodiversité et de l'extinction des espèces.

La consommation excessive d'aliments d'origine animale ou de sucre est aussi la cause principale de nombreuses maladies dites de société telles que les maladies cardiovasculaires ou le diabète de type 2.

La meilleure façon de réduire ces conséquences environnementales négatives et de promouvoir la santé et la qualité de vie de la population est de consommer des aliments locaux, de saison et principalement végétaux. De plus, la réduction du gaspillage alimentaire réduit considérablement les coûts des denrées alimentaires.

Les Jeunes Vert·e·x·s revendiquent :

- Une taxe incitative sur les denrées d'origine animale
- L'adaptation à la recherche actuelle des recommandations nutritionnelles de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP), indépendamment des intérêts des lobbys
- Un enseignement de l'économie familiale durable et basé sur les plus récentes connaissances scientifiques
- Une interdiction de la publicité et des actions pour des denrées alimentaires d'origine animale
- Que les institutions publiques ne proposent que des menus végétariens et obligatoirement un menu végétalien
- La légalisation du glanage alimentaire (déchétarisme)
- Que les commerçantes de détail soient contraintes de donner leurs denrées périmées à des institutions caritatives
- Des mesures de la Confédération visant à réduire le gaspillage alimentaire, notamment par l'adaptation des normes alimentaires et la sensibilisation de la population. Créer davantage de proximité entre les productrices et les consommatrices y contribue par exemple

## Politique agricole

L'agriculture a aujourd'hui un impact négatif sur notre environnement, tant à l'échelle globale qu'à celle de la Suisse. Au cours des dernières années, les objectifs environnementaux définis pour l'agriculture suisse n'ont pas été atteints. Nos eaux sont polluées par trop de pesticides et la plupart des sols sont excessivement fertilisés par un nombre trop élevé d'animaux de rente. Cela a un impact négatif sur la biodiversité : l'agriculture intensive et l'élevage industriel sont considérés comme les principales causes de l'extinction des espèces.

Contrairement à ce que présentent les publicités et le lobby de l'agriculture, la plupart des animaux d'élevage ne bénéficient malheureusement pas d'accès régulier à des espaces extérieurs.

Une agriculture durable, écologique, équitable et respectueuse des animaux est possible et nécessaire de toute urgence. Les Jeunes Vert·e·x·s réclament une agriculture garantissant une eau propre, des sols fertiles, une préservation de la biodiversité et davantage d'espaces pour la nature, car ce sont les fondements de la vie.

Les Jeunes Vert·e·x·s revendiquent :

- Une réduction du nombre d'animaux de rente de sorte que l'on n'importe plus de nourriture pour animaux et une réduction des surfaces cultivées pour les céréales fourragères
- Que tous les animaux de rente soient élevés, gardés et nourris conformément aux besoins de l'espèce
- Une agriculture sans pesticides de synthèse ni engrais minéraux qui tende à des cycles nutritifs aussi fermés que possible
- Une agriculture 100% biologique d'ici 2030. Les dispositions s'appliquent également pour toutes les importations
- La promotion des produits alimentaires végétaux, locaux et de saison
- Une production de denrées alimentaires diversifiées saines et écologiques, adaptée aux conditions locales et sans OGM, en conformité avec les principes de l'agroécologie
- Le juste prix pour tous les produits agricoles et des efforts pour atteindre la souveraineté alimentaire en Suisse et dans le monde
- Que les aliments importés soient soumis aux mêmes exigences minimales que les produits nationaux
- Une augmentation du nombre de personnes employées dans l'agriculture
- La préservation des terres cultivées



## Politique des transports

La mobilité fait partie intégrante de notre quotidien et doit être accessible pour toutes, indépendamment du revenu. Cependant, dans notre société la mobilité est synonyme d'émissions de CO<sub>2</sub> élevées et constitue donc une des causes principales de la crise climatique. Nous devons changer cela et sortir les transports en Suisse du carbone aussi rapidement que possible. Afin d'y parvenir, nous avons besoin d'une série de mesures qui développent la mobilité et la rendent durable et accessible pour toutes. Dans le même temps, nous devons limiter les transports polluants. Les conditions de circulation des cyclistes et des piétonnes doivent être améliorées et les centres urbains sans voiture. En dehors des villes, les transports publics doivent devenir le principal moyen de transport. La nouvelle immatriculation de véhicules équipés de moteurs conventionnels diesel et à essence doit être interdite et les modèles de covoiturage doivent être encouragés. Voyager avec l'avion, plus gros pollueur des moyens de transports, est bien trop bon marché. Les prix doivent être adaptés afin que les voyages en train redeviennent moins chers que les vols.

Les Jeunes Vert·e·x·s revendiquent :

- Des prix des transports publics abordables pour toutes
- Une augmentation de l'offre de transports publics, en particulier dans les régions périphériques
- De meilleures infrastructures et conditions cadre pour la mobilité douce
- Une interdiction des vols intra-européens (excepté dans des cas particuliers comme des urgences médicales) avec en parallèle la promotion du réseau international de trains (en particulier du réseau de trains de nuit)
- Que les taxes mentionnées ci-dessous (à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée) servent à financer les transports publics et le développement des trains de nuit
- Une interdiction de l'utilisation des aéroports suisses par des jets privés dont l'utilisation n'est pas justifiée par un intérêt public
- Une augmentation significative de la taxe sur les carburants
- Une taxe élevée sur les billets d'avion
- Que la Suisse s'engage sur le plan international pour l'introduction d'une taxe sur le kérosène et pour la perception d'une taxe sur la valeur ajoutée dans le transport aérien
- Une interdiction de la nouvelle immatriculation de véhicules motorisés privés à moteurs diesel ou à essence
- Des centres urbains sans voiture dans toutes les villes suisses
- La fin de l'agrandissement des autoroutes

- Un soutien accru à l'électrification du parc de véhicules motorisés tant privé que public (véhicules d'intervention, d'urgence, de chantier, services publics, etc.)
- La promotion du covoiturage

## Politique de protection et de droits des animaux

Dans les laboratoires d'expérimentation, dans l'agriculture ou encore dans les cirques, le bien-être et la dignité des animaux sont contrebalancés par les intérêts humains. Chaque année, plus de 75 millions d'animaux suisses sont tués à des fins humaines. La plupart d'entre eux meurent pour une industrie de la viande qui n'est durable ni écologiquement ni éthiquement. Selon le Code civil suisse, les animaux ne sont pourtant pas des choses. Il est temps de mettre ce principe en pratique. Nous devons enfin prendre les animaux au sérieux en tant qu'êtres vivants sensibles ayant leurs propres besoins. L'État reste bien trop souvent inactif face à la souffrance animale ou soutient même des industries néfastes avec de l'argent public. À l'avenir, cela doit changer !

Les Jeunes Vert·e·x·s revendiquent :

- Une protection conséquente de la vie, du bien-être et de la dignité des animaux
- Une protection des animaux qui n'est pas basée sur l'intérêt de l'humain
- Pas de financement public des lobbys des produits animaux, mais une promotion des alternatives à ces derniers
- L'amélioration continue des conditions d'élevage et la diminution du nombre d'abattages
- La réduction au minimum de l'expérimentation animale et la recherche intensive de nouvelles alternatives
- Pas d'animaux dans les cirques
- Dans les zoos suisses, seulement des animaux dont le bien-être peut être garanti
- Des mesures contre l'importation de produits issus de cruauté animale
- Une interdiction efficace de toute forme d'élevage maltraitant, y compris pour les animaux de rente
- Le droit de recours pour les organisations de protection des animaux
- La concrétisation de la dignité animale par le biais de droits fondamentaux pour les animaux

## Politique de protection de la nature

La Suisse possède la plus longue liste rouge d'espèces menacées de toute l'Europe : 35% des espèces évaluées sont en danger et 17% en danger potentiel. Une extinction a lieu à l'échelle nationale, régionale et locale. Il est évident que la biodiversité, les milieux naturels et les écosystèmes ne sont pas suffisamment protégés en Suisse. Cela va à l'encontre de l'exigence de la Constitution fédérale selon laquelle les espèces animales et végétales doivent être protégées d'extinction. Selon l'Office fédéral de l'environnement (OFEV), l'état actuel et le développement de la biodiversité sont généralement insuffisants.

Avec tous leurs milieux de vie et la diversité de leurs espèces, des écosystèmes qui se portent bien sont non seulement vitaux pour de nombreux organismes mais sont aussi la base de la vie pour les humains. Par exemple, l'eau potable, la nourriture, les sources d'énergies, la protection contre l'érosion et les cycles de l'eau et des nutriments souffrent déjà des écosystèmes perturbés.

On sait depuis longtemps ce qui détruit les espèces et les habitats naturels : le mitage du territoire, des émissions trop élevées d'azote et une forte utilisation de pesticides, ainsi que le non-respect des interdictions de vente d'espèces invasives n'en sont que quelques exemples. Ces problèmes doivent être réglés immédiatement au niveau local, national et mondial.

Les Jeunes Vert·e·x·s revendiquent :

- La protection et la conservation accrues des paysages, des habitats et des écosystèmes indigènes en Suisse
- Des programmes ciblés de protection et de réintroduction des espèces
- La création d'autres parcs naturels et nationaux en Suisse
- Qu'un réseau cohérent de corridors pour la flore et la faune soit mise en œuvre dans toute la Suisse
- Que les zones publiques et d'habitation soient végétalisées avec des espèces indigènes appropriées
- La création ciblée d'habitats dans les zones urbaines
- Une responsabilisation des personnes nuisant à la biodiversité
- Une poursuite cohérente de la promotion qualitative et quantitative de la biodiversité sur les terres agricoles
- Une interdiction de l'importation de produits qui participent considérablement à la destruction d'écosystèmes mondiaux précieux

## Politique d'aménagement du territoire

En Suisse, l'équivalent de la surface de huit terrains de football est bétonné chaque jour. Malgré la révision de la Loi sur l'aménagement du territoire (LAT) de 2012, un changement de tendance ne semble pas en vue, car les incitations à une utilisation non mesurée du sol perdurent. Les conséquences négatives de cette pratique sur le développement des transports, le climat, l'agriculture, la biodiversité et la cohésion sociale sont nombreuses. Les Jeunes Vert·e·x·s préconisent donc une séparation claire entre les zones constructibles et non constructibles du territoire et une limitation des zones à bâtir. Toute ouverture de nouvelle zone à bâtir doit être compensée par le déclassement d'une autre zone de superficie équivalente. Ainsi les terrains non construits pourront être conservés pour les générations futures et la nature et le paysage seront préservés. Les nouvelles constructions, et en particulier les lieux d'habitation et de travail, doivent être réalisées dans les zones à bâtir existantes. Le vivre-ensemble dans des quartiers durables doit être encouragé.

Les Jeunes Vert·e·x·s revendiquent :

- La séparation claire entre zones constructibles et non constructibles
- Un développement de l'urbanisation de haute qualité vers l'intérieur du milieu bâti
- Que la surface des zones à bâtir ne soit pas augmentée et que l'ouverture de nouvelles zones à bâtir soit compensée par le dézonage d'autres zones
- Une restriction stricte des constructions en dehors des zones à bâtir
- Le soutien aux quartiers durables avec une haute qualité de vie
- Que les zones urbaines non construites soient utilisées pour la création de zones récréatives urbaines (îlots de verdure)
- Le soutien aux nouvelles formes de vivre-ensemble ayant pour idée directrice le partage au lieu de la possession



# Social

## Politique de formation

L'éducation est l'un des biens les plus importants de notre société. Les mesures de réduction des coûts appliquées dans ce domaine coûtent sur le long terme davantage que ce qu'elles permettent d'épargner.

L'éducation ne doit pas être considérée comme un simple investissement pour l'économie. L'éducation civique, les capacités artistiques, l'utilisation des médias, l'engagement citoyen, la créativité, le sport, les compétences sociales et la formation en matière de développement durable doivent jouer un rôle central.

Aujourd'hui ce ne sont pas les élèves ayant les meilleures performances qui atteignent les plus hauts niveaux d'éducation mais les élèves bénéficiant des meilleures conditions sociales. Ceci doit changer. En outre, une flexibilité entre la formation professionnelle et gymnasiale est nécessaire afin de promouvoir au mieux le potentiel de chacune. Les hautes écoles doivent être accessibles pour toutes celles disposant des compétences requises, et ce indépendamment de leur situation socio-économique.

Les Jeunes Vert·e·x·s revendiquent :

- Une école inclusive avec un sentiment d'épanouissement pour toutes les élèves
- Pas d'économies dans la formation
- Une déclaration transparente des inégalités des chances dans le domaine de la formation en Suisse et l'élaboration de mesures fédérales visant à accroître l'égalité des chances (par exemple l'introduction d'un horaire continu jusqu'en 9<sup>ème</sup> année et une aide aux devoirs pour toutes les élèves de deux heures par jour)
- Une bonne flexibilité entre les différentes voies de formation
- Un soutien financier accru pour les passerelles de formation, y compris pour la reconversion professionnelle et une harmonisation des bourses d'études
- Une harmonisation intercantonale des diplômes et des filières de formation
- L'introduction de la branche scolaire « Politique et culture générale »
- Que les écoles primaires favorisent un échange entre les écolières et la nature et que les élèves soient renseignées en profondeur sur la crise climatique
- Les mêmes possibilités de formation pour toutes, y compris les requérantes d'asile et les personnes sans permis de séjour valable. Cela signifie également que les personnes d'une autre langue maternelle ne doivent pas être désavantagées par la langue de l'enseignement qu'elles ne maîtrisent pas encore

- La suppression du système actuel de notation durant la scolarité obligatoire et une pondération accrue des branches culturelles à l'école primaire (musique, travaux manuels, arts visuels et sport)
- Une adaptation de la taille des classes afin de garantir une formation et un encadrement individuels et de grande qualité

## Politique de la santé

Le système de santé suisse, bien que particulièrement performant en matière de prestations fournies, demeure cher et ne garantit pas d'égalité d'accès aux soins. Il est basé sur un mode de financement qui conduit à une consommation excessive de soins médicaux.

L'objectif est un système de santé solidaire et social financé par l'État, qui considère la santé comme un bien commun fondamental.

Il est aussi nécessaire de prendre en compte les conditions de travail du personnel médical et paramédical afin de garantir un système de santé efficace à long terme. Les mesures de réduction des coûts prises à l'encontre des établissements publics de santé ainsi que la concurrence déloyale des cliniques privées péjorent d'année en année les conditions de travail des employées.

Les Jeunes Vert·e·x·s revendiquent :

- Une caisse maladie unique financée en fonction du revenu
- Une couverture universelle des soins par une assurance de base publique incluant les soins dentaires et des médecines alternatives scientifiquement approuvés
- L'introduction de taxes sur l'alcool, les produits du tabac, les boissons à base de sucre raffiné, le cannabis, les aliments pour animaux et la pollution de l'air, qui servent à la prévention et à un financement complémentaire du système de santé
- La garantie que suffisamment de personnel soignant (médical et paramédical) soit formé pour couvrir les besoins de la population
- Que les prestations fournies par les cliniques privées qui ne contribuent pas à la formation du personnel soignant ou qui ne respectent pas les conventions collectives cantonales de travail ne soient pas couvertes par l'assurance de base
- Une amélioration des conditions de travail et de l'autonomie du personnel infirmier
- Pas d'autre privatisation des hôpitaux universitaires et publiques et à terme une étatisation de ceux-ci
- La création d'une institution de droit public pour la recherche et la production de médicaments. De plus, la Confédération fixe des prix maximaux pour les médicaments, qui reflètent les coûts de recherche et de développement
- Un accès garanti aux soins de bases dans toutes les régions de la Suisse
- L'utilisation de licences obligatoires, afin de garantir l'accès aux médicaments essentiels

## Politique de prévention et de réinsertion sociale

Une coexistence harmonieuse n'est pas toujours possible dans une société. L'État doit créer des conditions cadres donnant la possibilité à chacune de faire partie de la société. Elles doivent permettre aux personnes marginalisées de réintégrer la société. Cela signifie que l'État tente, de manière préventive, d'éviter la commission d'infractions. Si certaines personnes commettent tout de même des infractions, le seul but de l'État devrait être de les réinsérer le plus rapidement possible et de les réintégrer dans la société. L'État doit accorder une attention particulière aux enfants et jeunes en crise identitaire. Les lois doivent être créées dans l'intérêt de la société et être adaptées aux évolutions actuelles.

Les Jeunes Vert·e·x·s revendiquent :

- Que la prévention soit la priorité en matière d'infractions pénales. La prévention ne doit pas être utilisée de manière abusive, par le biais de la surveillance de masse
- L'abandon d'une politique sécuritaire au profit d'une politique de prévention et de resocialisation
- Que les peines ne servent qu'à la prévention et à la resocialisation
- Que la police ne soit pas autorisée à citer la nationalité des suspects
- Que la délinquance durant la jeunesse ne soit pas un obstacle pour la vie future
- Qu'autant que possible, une mesure thérapeutique se substitue à la peine
- La suppression de l'expulsion des criminelles étrangères

## Politique de sécurité sociale

La Suisse fait partie des pays les plus riches du monde. Cependant, le nombre de personnes menacées par la pauvreté augmente chaque année et l'écart des richesses se creuse. Un État social fort est nécessaire. Son rôle est non seulement de garantir les besoins matériels, mais aussi de diminuer les inégalités structurelles et de permettre une vie digne pour toutes. L'État est chargé de veiller à ce que la population puisse vivre sans contraintes financières et participer à la vie sociale. L'État doit garantir l'égalité des chances.

Les Jeunes Vert·e·x·s revendiquent :

- Une diminution et une flexibilisation de l'âge de la retraite
- Un financement solidaire des retraites anticipées afin qu'elles soient également accessibles pour les personnes à faibles revenus
- Une réduction significative des heures de travail hebdomadaires
- Qu'à terme, l'AVS, l'aide sociale et les prestations complémentaires soient remplacées par un revenu de base inconditionnel
- La fusion du 1<sup>er</sup> et du 2<sup>ème</sup> pilier par le biais de l'introduction d'une retraite populaire
- Un ensemble de mesures permettant de lutter contre la pauvreté des personnes âgées et de reconnaître le travail des proches aidantes (travail du *care*) au moyen d'une rente
- Que le montant de l'assurance invalidité soit fixé en fonction des besoins des bénéficiaires
- Que l'État mette à disposition des familles des écoles à horaire continu et des garderies à prix abordable
- Un soutien financier accru aux assurances sociales par les personnes fortunées, parexemple au moyen d'impôts sur la fortune ou sur les successions plus élevés, ou par le renforcement de la progressivité de l'impôt sur le revenu

## Politique de logement

Se loger est un droit fondamental. Les logements doivent être abordables pour toutes et ne doivent pas devenir des objets de spéculations privées. Les logements vacants doivent être utilisés temporairement au service du bien commun. Les fournisseurs de logements abordables, durables et communautaires doivent bénéficier d'un soutien étatique. Si une partie du quotidien est passée dans des espaces communs plutôt que privés, des ressources sont mises en commun, des espaces économisés, et les gens vivent davantage ensemble plutôt qu'isolés. Une mixité de personnes d'âge, de revenu et de statut social différents doit être encouragée. En parallèle, le mitage du territoire doit être combattu.

Les Jeunes Vert·e·x·s revendiquent :

- Que les logements vacants soient occupés temporairement au service du bien commun
- Une subvention étatique des logements abordables et un soutien aux coopératives d'habitation
- De la densification et une promotion des quartiers durables
- L'encouragement de la mixité sociale
- La prévention de l'isolement ou de l'exclusion des couches sociétales/sociales individuelles ou de groupes
- Qu'à partir d'un certain volume d'investissement, une partie significative des logements du propriétaire immobilier doit être louée selon le principe des loyers basés sur les coûts effectifs. Les loyers excessifs doivent être remboursés
- Pas d'augmentation du taux d'intérêt de référence pour les loyers
- Que la Confédération, les cantons et les communes ne soient plus autorisés à vendre leurs terrains, mais qu'ils puissent céder leur utilisation au moyen d'un droit de superficie. Ce droit de superficie doit être attribué selon des critères de durabilités et des critères sociaux
- La démocratisation à long terme du territoire Suisse en biens communaux

# Société

## Démocratie et État

La démocratie semi-directe de la Suisse garantit à la population d'importants droits politiques. Cependant ce système présente de graves déficiences en matière de démocratie.

Bien que les droits d'initiative et de référendum permettent un haut degré de participation à la vie politique, cette participation n'est pas possible pour toutes : les étrangères et les mineures y sont exclues. Les dispositions légales contraignantes pour les étrangères et leur naturalisation en Suisse aggravent cette injustice. Une réforme en profondeur des droits civiques suisses est nécessaire. Le système n'est vraiment démocratique que si toutes les personnes vivant en Suisse peuvent y prendre part. Les intérêts financiers de l'économie ne doivent pas influencer une votation ou une élection. Les partis doivent rester indépendants des donatrices majeures et des grandes entreprises. En outre, lors des campagnes de votations et d'élections, les électorales doivent savoir d'où vient l'argent et quel est le budget. Les votations populaires et les décisions parlementaires doivent toujours être conformes aux droits humains et au droit international.

Les Jeunes Vert·e·x·s revendiquent :

- L'introduction du « ius soli » (droit du sol) : quiconque naît en Suisse reçoit automatiquement la nationalité suisse
- La suppression du délai d'attente : toute personne vivant en Suisse peut demander la nationalité suisse
- Une procédure de naturalisation nationale, gratuite et appliquée selon des critères objectifs
- Un droit de vote actif et passif dès 14 ans
- Un droit de vote actif et passif pour toute personne en âge de voter résidant en Suisse
- Une interdiction des dons aux partis provenant d'entreprises
- Une limite maximale pour les dons privés
- De la transparence et la publication complète du financement des partis et des votations ainsi que des intérêts des parlementaires par un organe étatique
- Un financement étatique des partis, afin de garantir l'indépendance des partis par rapport aux intérêts économiques et particuliers
- L'introduction d'une Cour Constitutionnelle au niveau fédéral
- L'introduction du droit d'initiative en matière de loi
- L'introduction dans toute la Suisse de la double proportionnelle sans quorum

- La suppression de la double majorité (majorité populaire uniquement)
- Le remplacement du Conseil des États par un Conseil citoyen



## Politique du numérique

En principe, nous considérons la digitalisation comme positive. Elle offre un accès simplifié à l'information, elle est utile pour l'inclusion et nous met en réseau indépendamment de nos origines ou de nos possibilités économiques. Mais la digitalisation comporte aussi des risques. Pour satisfaire notre envie de consommation, nous acceptons de massives pollutions environnementales et l'exploitation de travailleuses pour l'extraction des matières premières et la production des appareils. Pour éviter cela, il est nécessaire que les appareils soient durables. À cause de la suprématie des multinationales du Web, nous révélons toute notre vie, et la plupart du temps sans même le savoir. La publication de l'utilisation des données récoltées est nécessaire. Nous réclamons de la transparence.

Les Jeunes Vert·e·x·s revendiquent :

- Que l'accès à Internet relève du service public, et que la neutralité du réseau soit garantie
- Une infrastructure de télécommunication construite et entretenue par une institution de droit public en tant que bien commun
- Pas de surveillance étatique généralisée de l'Internet et pas de conservation des données
- Une communication active et facilement compréhensible des services du numérique portant sur les données qu'ils collectent et le but de ces collectes
- Le droit à l'oubli : les utilisatrices peuvent demander la suppression et la remise de toutes les informations personnelles les concernant
- Que les établissements étatiques s'appuient sur des logiciels *open source*
- Que les logiciels financés par le secteur public soient *open source*. Font uniquement exception les infrastructures critiques
- Un moratoire sur le vote électronique
- Que le principe de précaution soit appliqué pour les nouvelles technologies
- Pas de blocage du réseau

## Politique des drogues et addictions

Par leur politique des drogues et addictions, les Jeunes Vert·e·x·s veulent améliorer la santé physique et mentale, ainsi que la situation sociale des consommatrices, accroître la sécurité dans les espaces publics, diminuer les conséquences négatives du marché noir et assurer la protection des enfants et des jeunes. Dans les années 1990, la Suisse était une pionnière au niveau international avec sa politique des quatre piliers (Prévention, Thérapie, Réduction des risques, Répression). Depuis, cette politique n'a pas été développée davantage. Aujourd'hui, trop d'argent est dédié à la répression, ce qui place les consommatrices en marge de la société et empêche d'efficaces thérapies et une prévention de qualité. L'addiction est une maladie, pas un crime.

Les Jeunes Vert·e·x·s revendiquent :

- La légalisation de la culture, du commerce et de la consommation de toutes les drogues pour les adultes, avec des mesures de protection des enfants et de la jeunesse au moyen d'une production et d'une commercialisation étatique et contrôlée
- L'introduction d'impôts sur l'alcool, les produits du tabac, les produits à base de sucres raffinés et le cannabis, qui servent à la prévention et à un financement complémentaire du système de santé
- Davantage de moyens pour la prévention
- Une interdiction de la publicité pour le tabac, l'alcool, le cannabis et les jeux d'argent
- Des espaces de consommation dans toute la Suisse qui offrent un environnement sûr et contrôlé avec des seringues stérilisées
- Un renforcement de la collaboration internationale en matière de lutte contre le commerce illégal des drogues
- Que les personnes souffrant de dépendance bénéficient d'un soutien psychologique et d'une aide dans un but de resocialisation

## Politique familiale

Il existe d'innombrables modèles de familles différents en Suisse. Les Jeunes Vert·e·x·s s'engagent pour que ces modèles de famille puissent tous être vécus de façon égale. Une législation révisée doit enfin tenir compte de cela.

De nombreux enfants grandissent dans des structures familiales dans lesquelles le rôle des parents n'est pas assuré par une femme et un homme ou ne l'est que partiellement. Toutes les formes d'union et les enfants qui en sont issus doivent bénéficier des mêmes protections juridiques.

Il doit également être plus aisé de combiner vie familiale et professionnelle. Cela nécessite des structures comme des écoles à horaire continu ou des garderies, qui devraient être fortement développées et mises à disposition gratuitement dans toutes les régions de Suisse.

Le congé maternité est actuellement trop court et les pères\* n'ont que 14 jours à disposition. Or l'entrée dans la vie de famille ne doit être limitée pour aucun parent. De nouveaux modèles tels qu'un congé parental flexible sont donc nécessaires.

Les Jeunes Vert·e·x·s revendiquent :

- L'égalité entre toutes les formes d'union et de ce fait la protection juridique automatique des enfants issus de familles arc-en-ciel
- L'élargissement du droit d'adoption à toutes les formes d'union
- La conciliation entre vie familiale et professionnelle, notamment par un fort développement du travail à temps partiel, du partage d'emploi (*jobsharing*) et d'une diminution de l'horaire de travail hebdomadaire
- Une offre gratuite de garderies et d'écoles à horaire continu jusqu'en 9<sup>ème</sup> année
- Un congé parental flexible d'au moins une année dont au minimum 12 semaines de congé par parent

## Féminisme – Égalité des genres

Dans notre société les hommes cisgenre sont privilégiés par rapport aux femmes et à tous les autres genres. Ceci est en grande partie fondé sur le passé et maintenu par une compréhension conservatrice des rôles, par des stéréotypes et par une représentation binaire des genres. Les Jeunes Vert·e·x·s veulent supprimer le patriarcat qui a pour conséquences que la plupart des positions de force sont occupées par des hommes cisgenre et que les personnes n'étant pas des hommes cisgenre sont systématiquement discriminées.

Les Jeunes Vert·e·x·s demandent ainsi d'encourager dans différents domaines les femmes et tous les autres genres discriminés. Par exemple, grâce à des quotas de genre, une meilleure conciliation entre vie familiale et professionnelle et des informations sur les inégalités dominantes et ce qui peut être entrepris pour les éviter. Les personnes aptes à procréer ne doivent pas être pénalisées lorsqu'elles ont des enfants. L'autodétermination (par exemple dans le domaine de l'avortement et de la stérilisation) doit toujours être garantie. En outre, un langage épïcène devrait devenir la norme dans toute la Suisse et les stéréotypes de genre devraient être activement combattus.

Les Jeunes Vert·e·x·s revendiquent :

- Une représentation équitable des genres dans les législatifs et exécutifs à l'échelle communale, cantonale et fédérale, ainsi que dans les commissions politiques
- Un matériel pédagogique avec des images et des textes reflétant la diversité de notre société et ne contenant pas de stéréotypes et de rôles de genre figés
- La promotion d'une éducation sexuelle complète dans les écoles
- Un salaire égal pour un travail de valeur égale
- Une représentation équitable des genres dans les conseils d'administration et les postes de direction des entreprises proches de l'État et des entreprises cotées en bourse
- La reconnaissance (financière) du travail des proches aidantes (travail du *care*)
- Une interdiction des publicités sexistes
- La véritable mise en application de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes\* et la violence domestique (Convention d'Istanbul)
- Une réglementation légale et des poursuites pénales en cas de discours haineux, de harcèlement et de cyberharcèlement

## Politique d'inclusion des personnes handicapées

« Par personnes handicapées on entend des personnes qui présentent des incapacités physiques, mentales, intellectuelles ou sensorielles durables dont l'interaction avec diverses barrières peut faire obstacle à leur pleine et effective participation à la société sur la base de l'égalité avec les autres. » (art. 1 CDPH ONU). Le handicap est accentué par les structures sociales ou leurs barrières, qui limitent la participation des personnes handicapées. Ces barrières rendent difficiles ou impossibles la réalisation des activités quotidiennes, le maintien de contacts sociaux, la mobilité, la formation et la formation continue ou encore les activités professionnelles.

Avec la Loi sur l'égalité pour les handicapés (LHand) et la ratification de la Convention relative aux droits des personnes handicapées (CDPH de l'ONU), les bases légales pour une société inclusive existent. La mise en œuvre concrète n'est qu'à ses débuts. En parallèle de cette mise en œuvre rigoureuse de la loi, la société doit repenser sa relation au monde du handicap.

Les Jeunes Vert·e·x·s revendiquent :

- Le caractère justiciable des droits humains économiques, sociaux et culturels à tous les niveaux (Pacte de l'ONU I)
- La signature du protocole additionnel de la CDPH de l'ONU
- Un plan d'action pour la mise en application de la CDPH avec des objectifs clairs et vérifiables
- Un droit à un mode de vie individuel et autodéterminé avec un salaire minimum qui assure une existence digne.
- Le développement des offres de soins spécifiques pour les personnes handicapées
- Un système éducatif aussi inclusif que possible avec un soutien aux personnes handicapées et à leurs enseignantes
- Un marché du travail inclusif avec des informations et des programmes de formation pour réduire les discriminations et les préjugés
- Un soutien financier aux entreprises qui engagent des personnes handicapées (modèle de cofinancement)
- La garantie d'une participation inclusive à la vie politique et l'accès à l'information
- Un accès sans entraves à l'espace public ainsi qu'aux offres de loisir, sport et vacances
- Que pendant la grossesse personne ne soit contrainte de se soumettre à un dépistage des maladies génétiques

## Politique culturelle

La culture est plus qu'un divertissement : la culture lie les gens, construit des ponts, éclaire les problèmes sous de nouveaux angles et sert de miroir à la société. La culture est diverse et en constante évolution. La culture est donc très importante pour une société civile humaine et une démocratie qui fonctionne. Des offres abordables et inclusives pour toutes les tranches d'âge sont nécessaires dans les domaines de la musique, de l'art, de la littérature et du théâtre.

La culture ne doit pas être évaluée sur des bases commerciales. L'État doit fournir les libertés et les conditions nécessaires à l'épanouissement de la culture alternative.

Les Jeunes Vert·e·x·s revendiquent :

- Davantage de moyens pour la promotion culturelle, en particulier pour les nouveaux domaines tels que par exemple les arts numériques ou les jeux vidéo
- Un accès peu coûteux aux offres culturelles extrascolaires
- L'occupation sans poursuite pénale des bâtiments inoccupés/non utilisés et la facilitation des autorisations transitoires d'occupation
- La promotion de la liberté culturelle pour toutes

## LGBTQIA+

Les Jeunes Vert·e·x·s défendent une société dans laquelle la diversité des genres et des sexualités peut être vécue activement et à laquelle des personnes de tous les genres et de toutes les orientations sexuelles appartiennent en pouvant se développer librement. Elles se mobilisent pour que les LGBTQIA+ (*Lesbian, Gay, Bisexual, Transgender, Queer, Intersexual, Asexual, plus those not fitting into these*, en français : Lesbiennes, Gays, Bisexuelles, Transgenre, Queer, Intersexes, Asexuelles et toutes celles qui ne s'identifient pas à ces catégories) puissent être plus visibles et reconnues juridiquement dans notre société. De plus, les voix des LGBTQIA+ doivent être entendues et leurs préoccupations adéquatement représentées sur le plan politique. Toute forme d'homophobie ou de transphobie ainsi que des discriminations, stigmatisations et actes de violence en découlant doivent être fermement condamnées.

Les Jeunes Vert·e·x·s revendiquent :

- L'égalité entre toutes les formes d'union et de ce fait la protection juridique automatique des enfants issus de familles arc-en-ciel
- L'élargissement du droit d'adoption à toutes les formes d'union
- L'accès à la procréation médicalement assistée pour toutes
- La suppression de l'indication du genre et de l'orientation sexuelle dans les documents officiels
- La reconnaissance des persécutions envers les personnes LGBTQIA+ dans le domaine de l'asile et une naturalisation facilitée pour les personnes LGBTQIA+ en fuite
- La condamnation de toute forme d'homophobie ou de transphobie ainsi que des discriminations, stigmatisations et actes de violence en découlant et l'extension de la norme pénale antiraciste au genre et à l'orientation sexuelle
- L'abolition de la mention de genre
- Un changement facilité d'identité de genre
- La collecte de statistiques sur les crimes de haine
- Une interdiction des thérapies de conversion concernant l'orientation sexuelle ou l'identité de genre
- Une interdiction légale des opérations non médicales sur les enfants intersexes sans leur consentement

## Transparence

La corruption est un abus de pouvoir destiné à servir des intérêts privés. Elle nuit à la cohésion de la société, affaiblit la confiance dans l'État de droit et dénature la démocratie. En comparaison internationale, la Suisse ne souffre pas trop de la corruption. Il y a cependant un potentiel d'amélioration : le népotisme (patronage ou clientélisme) est par exemple très répandu. Les lanceuses d'alerte, c'est-à-dire les personnes qui rendent publics des abus, doivent être protégées contre des répercussions. Les Jeunes Vert·e·x·s estiment donc que la transparence en politique est très importante, afin que les électrices sachent quels intérêts les politiques et les partis représentent ou défendent. Nous avons également besoin de contrôle, de formation et d'une législation appropriée sur ce sujet.

Les Jeunes Vert·e·x·s revendiquent :

- Que les partis politiques et comités pour des élections, des initiatives ou des référendums divulguent leurs principaux dons
- La publication et la communication active de tous les revenus et mandats des élus politiques, par exemple sur Smartvote
- Que tous les offices et autorités suisses soient soumis au principe de la transparence publique et à une obligation de signaler les cas de corruption
- La protection des lanceuses d'alerte contre les licenciements et les poursuites pénales



# Économie

## Politique du travail

Toutes les personnes qui travaillent à plein temps doivent pouvoir vivre de leur salaire. Même en Suisse, cela ne va pas de soi. De nombreuses employées ne gagnent pas assez ou juste suffisamment pour financer leurs besoins. L'écart salarial entre les personnes à haut revenus et celles à bas revenus est considérable.

Le marché du travail doit rester attractif pour les travailleuses âgées. Leurs nombreuses années d'expérience devraient leur être bénéfiques. Le marché du travail doit aussi demeurer attractif pour les jeunes, et les stages, rémunérés de manière équitable, ne doivent pas remplacer de postes permanents. De nouvelles perspectives doivent se présenter aux personnes ayant perdu leur travail à cause de la digitalisation. Ainsi les employées ne subiraient pas directement la concurrence de la numérisation et ne verraient pas leur travail disparaître.

Le marché du travail temporaire doit être fortement régulé en faveur des travailleuses. Les agences de placement (agences de travail temporaire) doivent déclarer aux travailleuses le montant de la rémunération qu'elles reçoivent de la mandataire pour le travail effectué et la façon dont elle est utilisée (salaire, charges sociales, administration, bénéfice).

La Loi sur le travail (LTr) doit être améliorée pour accroître la couverture des conventions collectives. Les attributions de contrats par des entreprises à des sous-traitantes ne doivent entraîner ni violation de la Loi sur le travail ni dumping salarial.

Les Jeunes Vert·e·x·s revendiquent :

- Un salaire minimum légal permettant de vivre dignement et de participer à la vie sociale et culturelle
- Une réduction majeure des heures de travail hebdomadaires
- La possibilité pour les employées de décider elles-mêmes si les heures de travail supplémentaires doivent être payées ou compensées par des congés
- Une meilleure protection contre le licenciement des salariées âgées ainsi que des mesures visant à améliorer leur réinsertion professionnelle
- Davantage et de meilleures conventions collectives de travail
- Un plafonnement des salaires les plus élevés
- Pas de remplacement des emplois fixes par des stages

- Des mesures plus fortes de réinsertion des chômeuses de longue durée dans le marché du travail
- Des offres de formation et de reconversion pour les personnes ayant perdu leur emploi à cause de la numérisation
- Que les gains en productivité entraînent une hausse des salaires réels
- Une régularisation de l'économie collaborative et des plateformes (Uber, etc.) : les fournisseuses de services doivent se conformer aux mêmes droits et obligations que les fournisseuses traditionnelles de la branche

## Revenu de base inconditionnel

Seule une existence digne permet aux êtres humains de se développer et de construire activement leur vie avec leur entourage. Lorsque le souci des moyens de subsistance est écarté, les gens peuvent se concentrer sur leurs besoins, leur santé, leurs actes et sur les personnes et l'environnement qui les entourent. Un revenu de base inconditionnel est destiné à garantir la couverture de ces moyens de subsistance et à permettre une existence digne. Il a le potentiel de mener la quatrième révolution industrielle dans une direction constructive et humaine au moyen de la transformation digitale. Le revenu de base inconditionnel est une des nombreuses innovations sociales qui peuvent marquer notre époque.

Les Jeunes Vert·e·x·s revendiquent :

- L'introduction d'un revenu de base humanitaire et inconditionnel qui couvre les besoins fondamentaux physiques, sociaux et culturels
- Un revenu de base inconditionnel pour toutes les personnes vivant en Suisse
- Un revenu de base inconditionnel de nature financière, versé individuellement et régulièrement et sans condition d'utilisation
- Que l'introduction d'un revenu de base inconditionnel puisse entraîner une perte des prestations sociales existantes d'un montant équivalent, mais qu'aucune réduction des prestations n'en découle

## Économie démocratique

Le bien-être social et environnemental de toutes doit se trouver au cœur de l'activité économique, à la place du profit. L'économie de marché néolibérale est basée sur une croissance économique illimitée, une concurrence pure et des cycles de crise. La logique du profit a conduit à une explosion des inégalités et à une destruction massive de l'environnement : elle ne peut pas fonctionner dans un écosystème aux ressources limitées.

Il existe des moyens d'éradiquer la pauvreté et de bâtir une société écologique. Tant que l'économie n'agit pas dans l'intérêt de la collectivité mais a pour but la maximisation de profits privés, ces problèmes ne peuvent cependant pas être résolus durablement. Si nous organisons la société de manière démocratique, les besoins de la population peuvent devenir le facteur déterminant de notre société. Nous luttons pour des réformes et des améliorations du système actuel. L'objectif à long terme doit être de rompre le destructeur cercle vicieux du capitalisme. Nous revendiquons une économie centrée sur l'humain et le dépassement du capitalisme. Certaines industries, biens, services et ressources doivent devenir propriétés publiques – par exemple les banques, le système de santé ou le secteur de l'énergie. C'est qu'ainsi qu'ils pourront s'éloigner de la logique de la croissance et du profit et travailler pour le bien commun. La participation démocratique et aux bénéfices des salariées doit être assurée dans les domaines de l'économie organisés en économie de marché.

Les Jeunes Vert·e·x·s revendiquent :

- Une administration publique et démocratique de toutes les ressources limitées, des industries de biens et services qui répondent aux besoins fondamentaux de la population (notamment le sol, l'eau, les banques, les assurances, le secteur de la santé, les transports, l'énergie, les télécommunications, la formation et le logement, ainsi que toutes les ressources naturelles limitées)
- La participation démocratique et aux bénéfices des salariées dans les entreprises privées – par exemple par le biais de coopératives
- La responsabilité des entreprises ayant leur siège en Suisse pour leurs activités à l'étranger
- Une régulation stricte de la publicité
- L'interdiction des brevets sur les organismes et les médicaments
- Que les entreprises pharmaceutiques ne puissent pas verser de dividendes. Les bénéfices tirés des médicaments doivent être entièrement utilisés pour la recherche ou l'achat de savoir-faire

- L'introduction d'un salaire maximum relatif : le plus haut salaire dans une entreprise peut être au maximum douze fois plus élevé que le salaire le plus bas
- Un engagement de la Suisse dans le cadre de la coopération internationale pour étendre la participation démocratique aux aspects économiques. Le dumping salarial, fiscal et environnemental sera ainsi combattu

## Marchés financiers et politique monétaire

Les marchés financiers globalisés ont une énorme influence sur la politique. Les déséquilibres économiques et les flux financiers spéculatifs exposent les États-nations à des forces incontrôlées et souvent dévastatrices, ce qui entraîne des bulles financières, des fluctuations des taux de change, et finalement un désinvestissement dans l'économie réelle. La place financière suisse profite des flux financiers internationaux qu'elle génère. Mais en même temps, elle représente un risque pour la stabilité économique. La finance internationale, même si elle n'est pas le seul facteur contribuant à l'accroissement des inégalités et de l'instabilité, joue un rôle important. La fuite des capitaux, en particulier dans les pays pauvres, rend la lutte contre la pauvreté difficile, voire impossible. Les Jeunes Vert·e·x·s réclament donc une réglementation stricte du secteur bancaire suisse. En outre, la Suisse doit agir au niveau international pour réguler les marchés et améliorer le système monétaire.

Les Jeunes Vert·e·x·s revendiquent :

- La régulation du secteur bancaire telle que définie par l'Union bancaire européenne : l'introduction d'un système de régulation et d'un fonds financé par les banques pour leur restructuration ainsi qu'une garantie des dépôts pour les clients
- Une interdiction des instruments financiers non transparents (opaques)
- La certification de nouveaux instruments financiers par une institution supranationale indépendante
- Des contrôles des capitaux et une taxe sur les transactions de change pour minimiser les flux financiers spéculatifs sur les marchés des changes afin d'augmenter la stabilité des taux de change
- Des sanctions plus sévères pour les délits d'initiés (*frontrunning*) et pour le blanchiment d'argent. Un système monétaire international stable
- Une réglementation plus stricte des exigences minimales de fonds propres des banques
- Que les banques divulguent leurs investissements de manière transparente
- Que les banques ne deviennent pas *Too big to fail*
- La suppression du secret bancaire

## Politique fiscale

Les impôts sont la base de la capacité financière d'un État. Le niveau d'imposition doit donc être adapté aux dépenses publiques et au besoin de la population résidente. Les impôts ont un impact considérable sur l'économie d'un pays, mais aussi sur la répartition des revenus et des richesses. L'organisation du système fiscal doit donc être simple et équitable et permettre une redistribution. Dans l'intérêt de l'équité et de la redistribution, les actifs et les bénéfices des entreprises doivent être imposés. Des taxes incitatives et des interdictions pour des raisons environnementales devraient exister. La concurrence fiscale intercantonale et internationale est néfaste, car elle conduit à une course à la baisse de l'impôt qui fait de l'État et de la population les grands perdants. La concurrence fiscale doit donc être arrêtée. Les différences de taux d'imposition entre les cantons ne peuvent être dues qu'à des différences de dépenses publiques des cantons et pas à des incitations en vue d'attirer des personnes fortunées et des multinationales.

Les Jeunes Vert·e·x·s revendiquent :

- Une taxe sur le CO<sub>2</sub>
- Un impôt national sur les successions de 100% avec abattement et des dispositions pour les petites entreprises (par exemple la transformation en coopératives avec la participation des employées)
- L'augmentation de l'impôt progressif pour les revenus élevés
- L'augmentation de l'impôt sur la fortune
- La séparation des revenus du travail et du capital et l'imposition plus élevée des revenus du capital (Initiative 99%)
- L'introduction d'une microtaxe sur les transactions financières (taxe Tobin)
- La suppression des avantages fiscaux pour les entreprises internationales
- L'augmentation des taux d'imposition minimaux dans les cantons
- Le remplacement des déductions fiscales par des crédits d'impôt
- Que la déclaration d'impôts soit volontaire et remplacée par une imposition à la source directement prélevée sur le revenu
- La fin de la concurrence fiscale internationale
- Que les bénéfices des entreprises soient imposés là où ils ont été générés

## Transformation écologique de l'économie

Notre économie de marché néolibérale, avec sa logique de croissance et de profit, cause de nombreux problèmes à l'environnement. Si nous voulons que le climat et les écosystèmes restent intacts, nous devons changer drastiquement notre manière de produire des marchandises. La Suisse doit renoncer aux combustibles fossiles et réduire son empreinte écologique à une seule planète au maximum. Dans sa forme actuelle, le marché n'est pas en mesure de réaliser cette transformation écologique. Les incitations sont utiles, mais elles ne suffiront pas à rendre la production mondiale durable dans le peu de temps restant. Il est nécessaire de mettre en place une politique industrielle active contribuant à développer et renforcer des chaînes de valeur ajoutée dans le domaine des technologies durables.

Une planification active et interrégionale est donc nécessaire pour briser le cercle vicieux qui mène à plus de mobilité, d'étalement urbain, de consommation d'énergie et d'émissions polluantes. En outre, dans l'intérêt d'une économie verte, les cycles de matières premières doivent être fermés (économie circulaire).

Sur le long terme, la conservation d'un environnement intact ne peut se faire qu'au moyen d'une restructuration fondamentale de l'économie. Dans un système basé sur la croissance, les progrès écologiques réalisés grâce à une augmentation de l'efficacité énergétique et une production moins polluante sont annulés par toujours plus de consommation. Notre législation doit donc être orientée vers l'autosuffisance et la résilience. De plus, nous avons besoin d'un contrôle démocratique de l'économie afin de découpler certaines parties de la logique de croissance et de profit. *System change not climate change !*

Les Jeunes Vert·e·x·s revendiquent :

- La démocratisation à long terme de certaines industries, services, biens ainsi que de toutes les ressources non renouvelables
- La promotion des technologies respectueuses de l'environnement dans la recherche ainsi que dans la production et la distribution
- Une taxe incitative sur les comportements nocifs pour l'environnement
- Que la Suisse s'engage pour des technologies de captage du CO<sub>2</sub> *low-tech* (boisement, chaulage, charbon végétal). Ces technologies ne peuvent pas être brevetées mais doivent rester des biens publics
- Des systèmes d'incitation tels que des taxes incitatives et des subventions pour réduire les besoins en énergie, espace et mobilité
- Des investissements publics dans des domaines qui sont importants pour la transition écologique mais qui ne sont pas exploités du fait de leur manque de rentabilité



- La fermeture de tous les cycles de ressources non renouvelables en augmentant massivement les taux de recyclage et la réutilisation
- Une préférence pour les matériaux présentant un meilleur bilan environnemental au niveau de leur emballage
- Un aménagement du territoire et une gestion du trafic efficaces afin de limiter le trafic motorisé à son niveau nécessaire. Cela peut se réaliser avec des équipements électriques
- La décarbonisation de l'économie
- Un fonds pour la transition écologique de notre société
- Une augmentation des possibilités de réparation et de la durée de vie des biens de consommation

# International

## Politique diplomatique et institutions internationales

La collaboration internationale des sociétés et des États est importante. Des défis mondiaux tels que la crise climatique ou les conflits armés nécessitent une approche commune. La coopération internationale a lieu dans de nombreuses institutions internationales officielles ainsi que dans des forums de la société civile et/ou des États. Pourtant, les institutions internationales ont souvent tendance à opter pour le statu quo et les intérêts des pouvoirs existants. Il est donc essentiel que la Suisse interprète activement son rôle au sein de ces organisations et agisse comme une force progressiste, en particulier dans les domaines de la crise climatique, de la justice mondiale et de la promotion de la paix.

Les Jeunes Vert·e·x·s revendiquent :

- Un développement des échanges internationaux entre les villes, les sociétés civiles, etc.
- La signature du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires
- Une politique de paix non armée
- Que la Suisse n'adhère pas à l'OTAN
- Le renforcement d'une ONU indépendante et démocratique par l'introduction d'un impôt direct payé par les États membres et d'un parlement mondial élu démocratiquement

## Commerce mondial et libre-échange

Sans règles claires, le commerce mondial sert surtout les multinationales et augmente les inégalités à l'échelle mondiale. La protection de l'environnement et les conditions de travail équitables souffrent du libre-échange sans normes. Les règles du commerce équitable, une concurrence loyale et une production économe en ressources qui protège les employées sont absolument essentielles. Une économie locale et durable crée des emplois à l'échelle régionale, évite des transports inutiles et préserve les ressources naturelles. Afin de rendre ces objectifs compatibles avec le commerce mondial, des taxes de protection peuvent être perçues aux frontières ou des produits écologiquement problématiques tels que l'huile de palme peuvent être retirés des accords de libre-échange. Les humains, les animaux et l'environnement doivent avoir la priorité sur le profit et la croissance économique.

Les Jeunes Vert·e·x·s revendiquent :

- Des normes élevées en matière d'environnement et de droit des animaux, y compris pour les produits agricoles importés
- La production de marchandises et de services commercialisés dans des conditions de travail et avec des salaires équitables
- Pas d'accords commerciaux sans normes contraignantes en matière de protection de l'environnement et de droits humains, assorties de mécanismes de contrôle et de sanctions
- Que les pays du Sud global soient autorisés à protéger certains secteurs économiques particuliers au moyen de tarifs douaniers protecteurs et d'autres mesures sans être sanctionnés
- Des obligations de déclaration renforcées : émissions de CO<sub>2</sub> pour le transport, conditions de production, impact sur l'environnement, etc.
- Une interdiction d'importer des produits animaux, des produits provenant de la forêt tropicale et des produits n'ayant pas été fabriqués selon les standards suisses
- La préférence des produits régionaux sur les biens commerciaux internationaux

## Solidarité internationale

Au cours des 100 dernières années, les inégalités mondiales n'ont cessé de s'accroître. Les habitantes des nations industrialisées vivent dans la prospérité et l'abondance aux dépens des pays du Sud. Les entreprises des pays industrialisés réalisent d'immenses profits en violant massivement les droits humains et les normes environnementales à l'étranger. Dans le même temps, elles profitent d'avantages fiscaux dans les pays occidentaux.

Les Jeunes Vert·e·x·s veulent un monde dans lequel tous les êtres humains ont les mêmes droits et les mêmes chances. Cela nécessite un bouleversement fondamental des structures mondiales du pouvoir et du capital. Une coopération économique mondiale, qui fonctionne aussi pour les pays du Sud global et en voie de développement, est primordiale. Pour nous rapprocher de cet objectif, nous nous engageons en faveur d'une coopération au développement ciblée, d'une poursuite des violations des droits humains et d'un cadre légal permettant de tenir pour responsables les multinationales ayant leur siège en Suisse pour leurs activités à l'étranger.

Pour parvenir à une justice mondiale, les institutions fédéralistes et démocratiques supranationales qui créent un droit contraignant doivent être renforcées.

Les Jeunes Vert·e·x·s revendiquent :

- Que la Suisse aide les pays en voie de développement à faire face aux conséquences du réchauffement climatique et investisse un pourcentage de son revenu national brut dans la lutte contre la crise climatique
- Une coopération internationale pour une démocratisation accrue de l'économie afin d'agir contre le dumping salarial, fiscal et environnemental
- La reconnaissance du droit à l'autodétermination de toutes les minorités opprimées
- Un cadre légal permettant de tenir pour responsables les multinationales ayant leur siège en Suisse pour leurs activités à l'étranger telles que les violations de droits humains, les dommages environnementaux, etc.
- Une augmentation des fonds pour la coopération au développement, au moins de manière à atteindre les objectifs de l'ONU (0.7%)
- Une loi fiscale internationale pour les entreprises transnationales comprenant un taux d'imposition minimum

- L'annulation complète de la dette des pays du Sud global et en voie de développement à condition qu'ils respectent et se conforment aux principes de la démocratie, de l'État de droit et des droits humains
- Le renforcement du droit international ayant pour conséquence que tous les États doivent se soumettre aux jugements de la Cour internationale de justice
- Des exigences légales pour empêcher l'évasion fiscale

## Politique migratoire et d'intégration

Chaque être humain a droit à la liberté de mouvement et à la liberté d'établissement. Cela signifie qu'une personne peut s'installer où elle veut et a les mêmes droits et devoirs que les habitantes de cet endroit. Les pays doivent ouvrir leurs frontières et ne pas empêcher que des personnes entrent.

Malheureusement, de nombreuses personnes ne migrent pas volontairement mais sont contraintes de le faire. La Suisse a la responsabilité de combattre les facteurs entraînant une migration involontaire. De plus, toutes les personnes qui fuient en Suisse doivent être admises. Le statut de réfugié doit être aboli.

Les personnes qui ont fui en Suisse doivent être intégrées. L'État doit leur offrir des perspectives. Ce n'est que de cette manière que la cohésion sociale peut être garantie. Tant que les libertés de mouvement et d'établissement ne sont pas garanties, l'État a la responsabilité d'améliorer la situation des personnes réfugiées.

Les Jeunes Vert·e·x·s revendiquent :

- Que la Suisse s'engage activement dans une lutte rigoureuse contre les causes de migrations forcées
- Des voies migratoires sûres et que la Suisse les soutienne sur le plan international
- Une réintroduction des procédures d'asile aux ambassades
- Un remplacement du système Dublin par une clé de répartition tenant compte de la situation familiale
- La revalorisation massive du permis F « admission provisoire »
- Un regroupement familial facilité
- Le droit à des cours de langue gratuits pour les personnes issues de la migration
- La reconnaissance des problèmes médicaux et du crise climatique comme motif d'asile
- Une obligation de soutien précoce pour les enfants avec de mauvaises connaissances de la langue de la région linguistique concernée
- Que la Suisse reconnaisse à nouveau le refus d'effectuer un service militaire comme motif légitime de fuite
- Un accès rapide à la formation et à l'emploi pour les requérantes d'asile et les personnes réfugiées
- Une augmentation des contingents de personnes réfugiées provenant directement des camps du HCR

## Politique militaire et pacifisme

En tant que pays prospère et neutre, la Suisse devrait montrer l'exemple et mener une politique pacifiste. C'est pourquoi la Suisse doit conserver sa neutralité active et œuvrer pour une promotion de la paix lors de conflits.

De plus, les exportations d'armes doivent cesser et une interdiction du financement des entreprises d'armement par les caisses de pension, la BNS et d'autres institutions publiques doit être prononcée.

De l'avis des Jeunes Vert·e·x·s, une politique pacifiste implique aussi que l'armée dans sa forme actuelle n'est pas nécessaire. Nous avons besoin d'une police de l'air, d'une protection civile bien développée et d'une agence de cyberdéfense. Le service civil, actuelle alternative au service militaire, doit être remplacé par un service citoyen volontaire.

Le service citoyen devrait être ouvert à toutes les résidentes majeures et être financé par le régime de l'Allocation pour perte de gains (APG).

Les Jeunes Vert·e·x·s revendiquent :

- La suppression du service militaire obligatoire
- La suppression de l'armée et en parallèle l'introduction d'une police de l'air, d'une protection civile et d'une agence de cyberdéfense
- Un service citoyen pour toutes les résidentes majeures
- Une interdiction de la production de matériel de guerre en Suisse
- Une interdiction du financement des entreprises d'armement par les caisses de pension, la BNS et d'autres institutions publiques
- Une promotion de la paix et une neutralité active conséquentes
- Une interdiction des armes à feu à usage privé

## Union européenne (UE)

Les Jeunes Vert·e·x·s considèrent qu'une coopération internationale étroite est très importante et voient l'UE d'un bon œil. En tant qu'espace juridique et économique supranational, elle assure la paix en Europe et permet un dialogue politique international. Dans notre monde globalisé, de nombreux problèmes ne peuvent plus être réglés par les États de manière individuelle. Parmi ces enjeux, on peut citer l'immigration, la protection du climat, la concurrence fiscale, la criminalité organisée ou encore la mobilité.

La Suisse profite économiquement de l'UE. Dans le même temps, elle mène des négociations constantes avec l'UE. Les lois et les ordonnances doivent toujours être adaptées. Les Jeunes Vert·e·x·s considèrent donc la poursuite, le renforcement et l'extension des accords bilatéraux comme une opportunité.

Les Jeunes Vert·e·x·s revendiquent :

- La poursuite, le renforcement et l'extension des accords bilatéraux
- Une reprise simplifiée des lois et directives de l'UE
- L'introduction d'un droit d'initiative et de référendum comme instrument démocratique au sein de l'UE
- L'amélioration des standards sociaux et environnementaux de l'UE
- Une promotion économique accrue dans les régions plus faibles de l'UE
- Une constitution commune pour les pays de l'UE
- Une pleine compétence législative pour le Parlement européen
- Que la Suisse s'engage à renforcer la protection des salaires dans l'UE (mesures d'accompagnement)
- Le renforcement de la lutte contre la corruption dans les États membres